

« *Perdre nos enfants* » pour leurs guerres et profits impérialistes, c'est non !

Qui connaissait Fabien Mandon ? Pas grand monde. Mais ce général, chef d'état-major des armées, vient de faire parler de lui en annonçant qu'il faudrait nous préparer « à perdre nos enfants » dans des guerres et « à souffrir économiquement ». Face à l'indignation qu'ont suscité ces propos, Macron l'a assuré de son soutien. Car c'est en concentré la politique du gouvernement : d'un côté augmenter les dépenses militaires et les aides au patronat, de l'autre amputer notre niveau de vie en rognant sur la santé, l'éducation, le logement, les transports... sur fond de licenciements et baisse des salaires et retraites. Guerre sociale et nouvelle guerre impérialiste à l'horizon : c'est deux fois non !

L'armée, c'est pour la défense des profits

Le général Mandon n'est pas n'importe quel trouffion. En tant qu'officier de l'armée de l'air, il a multiplié les opérations militaires au Tchad, en République démocratique du Congo, en Afghanistan... Partout où l'armée française intervient pour assurer les profits de Total, EDF, Bolloré, Bouygues, Lafarge ou CMA CGM, dont les dirigeants sont de plus en plus coachés ou dragués par l'extrême droite. L'impérialisme français partage avec ses semblables, mais rivaux, les États-Unis dominants en tête, mais aussi la Chine et la Russie, la responsabilité de guerres faisant des dizaines et centaines de milliers de morts au Congo ou au Soudan. Macron et ses généraux aimeraient embrigader des jeunes mais les vocations ne sont pas légion ; il compte sur le chômage pour attirer des « volontaires » par du pognon !

De l'argent pour l'hôpital, pas pour le Rafale !

Canons à vendre ! La France impérialiste est en bonne place sur le marché mondial de l'armement. Depuis bientôt quatre ans, sous prétexte d'aider l'Ukraine que Trump tente aujourd'hui de faire craquer devant Poutine, les dépenses militaires augmentent. Elles ont doublé en dix ans. Il ne s'agit pas de sauver notre liberté contre la menace russe. Seulement d'aider les profits des capitalistes de l'armement, par ces dizaines de milliards qui vont dans leurs caisses. Macron vient de promettre 100 Rafale à Zelensky, pour les profits de Dassault qui n'en produira probablement pas tant, mais il y aura des retombées en dividendes sur la mort.

Pour empêcher la guerre, il faut en finir avec la société capitaliste

Pas étonnant qu'on trouve des militaristes forcenés au gouvernement, comme dans la droite et l'extrême

droite. Pas étonnant que Glucksmann et les socialistes fassent chorus, c'est leur ami Hollande qui avait décidé l'intervention militaire au Mali il y a un peu plus de dix ans.

Mélenchon, lui, déclare qu'il est « contre la guerre »... Mais ce serait au Parlement de décider démocratiquement que nous allions au casse-pipe pour les profits des capitalistes et il en appelle à l'armée et à la force de dissuasion nucléaire, comme si l'armée française n'avait jamais servi à autre chose qu'à servir les intérêts impérialistes de l'État français, et donc à multiplier les interventions guerrières dans le monde !

Contre leurs guerres impérialistes

Si Mandon a fait le buzz en annonçant vouloir voler la vie de nos enfants, Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière, l'a fait aussi en lui renvoyant en boomerang un passage célèbre de *l'Internationale* (le chant du mouvement ouvrier) : « *S'ils s'obstinent, ces cannibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux.* » Bien vu !

Dans l'immédiat, pour dénoncer la complicité de la France impérialiste avec l'État d'Israël dans sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien, une manifestation nationale est appelée à Paris samedi prochain, 29 novembre. Le NPA-Révolutionnaires y appelle, aux côtés d'organisations (dont de jeunesse) et de syndicats (CGT, Solidaires, CFDT et FSU). Rendez-vous à 14 heures, place de la République. Une occasion de répondre à Macron et à ses généraux !

La carotte était rassie

Au montage, le nouveau directeur était très content du nouveau record de production qu'on nous a arraché. Lundi dernier, nous avons eu une récompense. Non, pas une augmentation de salaire, mais un petit pain à tremper dans le café pour le faire glisser. A-t-il voulu aider un pote directeur d'une boulangerie industrielle à faire battre un record de production à ses employés ? En tout cas, ce n'était pas un record gastronomique.

En overgrève !

Après les congés d'été, la direction avait un peu levé le pied par rapport aux overtime. Depuis l'arrivée du nouveau directeur, c'est leur grand retour, avec en plus de ceux de 10 minutes, des overtime de 5 minutes. Que ce soit 5 ou 10 minutes, après l'heure, ce n'est plus l'heure.

Economie circulaire à Poissy : L'arnaque

Pour Antonio Filosa, l'avenir de l'usine de Poissy pourrait être le même que celle de Renault Flins avec de l'économie circulaire, qui viendrait compenser la fin du montage d'automobile.

Mais Renault Flins, qui ne fait plus de voiture depuis 2024, est en difficulté. Les nouvelles activités industrielles sont très minoritaires en effectif, c'est soit en stagnation, soit en déclin, soit ça a déjà été fermé comme la production de pile d'hydrogène. Renault Flins ne survit que grâce à un gros Emboutissage qui fournit les autres sites en pièces, pour l'instant. La reconversion d'une usine dans l'économie circulaire, c'est du flan pour vendre des illusions sur le soi-disant maintien des emplois.

Tavarès en roue libre

Pour vendre son livre, Carlos Tavares fait le tour des plateaux de télé. Tour à tour larmoyant (il faut passer à l'électrique pour sauver les forêts du Portugal et pour l'avenir de ses petits-enfants), hypocrite (il n'aurait pas été viré mais serait parti de son plein gré) et mégalomane (il n'était que millionnaire, il aurait aimé être milliardaire), il sait aussi être détestablement cynique en remerciant les dizaines de milliers de travailleurs qui ont construit sa fortune en militant pour la fermeture de 3 usines Stellantis qui seraient en trop en Europe.

La désindustrialisation et les licenciements s'accélèrent dans toute la France...

Les annonces de licenciements et de fermetures d'usines se multiplient ces dernières semaines, dans

tous les secteurs d'activité : des milliers dans la métallurgie (Novasco en Moselle, Erasteel dans l'Allier, Stellantis Douvrin et Poissy, Symbio près de Lyon qui dépend également de Stellantis), dans l'alimentaire (Orangina à la Courneuve, Teisseire dans l'Isère), dans la pharmacie (Sanofi...), etc... Presque toujours, il s'agit de filiales ou d'anciennes filiales de grandes multinationales, refusant d'investir pour augmenter toujours plus leurs milliards de bénéfices.

... les directions syndicales regardent ailleurs...

Face au carnage social qui vient, la réponse syndicale reste bien timide. La semaine dernière, une délégation de la CGT de la métallurgie Alsace est allée chez le patronat quémander poliment un peu de sollicitude, sans mobiliser les salariés ni mettre les politiques en face de leur responsabilité. Comment imaginer le moindre résultat ?

... le gouvernement réagit.. avec des nouveaux harcèlements contre les chômeurs...

Contre le chômage, le gouvernement ne connaît que la lutte contre les chômeurs, avec la proposition d'une nouvelle mesure de contrôle. Après avoir réduit drastiquement les droits et les allocations, il cherche maintenant à contrôler leurs communications et leurs déplacements à l'étranger.

... les millionnaires et milliardaires continuent d'emponcher...

Pendant ce temps-là, les malfaiteurs du licenciement continuent de placer l'argent de leur tsunami de dividendes dans les paradis fiscaux sans contrôles. Ils échappent à l'impôt que Macron et son gouvernement, avec l'aide du RN, exclut d'augmenter et même simplement de faire en sorte qu'ils payent au moins autant d'impôts que n'importe quel travailleur.

... contre la catastrophe, unifier les luttes !

Face à la généralisation des licenciements, les liens entre tous les sites, les groupes et les secteurs menacés vont être cruciaux pour imposer un rapport de force favorable aux travailleurs.

Car seule une politique d'ensemble pour notre classe nous donnera la force de prendre le contrôle de l'économie pour qu'elle soit au service des travailleurs et pas pour les profits de quelques-uns.